

**STAGIAIRES
DES CONCOURS COMPLEMENTAIRES**

PROGRAMME PEDAGOGIQUE



PROMOTION 2025

TABLE DES MATIERES

I-	L'OBJECTIF DE LA FORMATION.....	3
II-	LES CAPACITES FONDAMENTALES DU MAGISTRAT	3
III-	L'ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE	4
A.	LA DIRECTRICE DE L'ECOLE.....	4
B.	LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGE DU RECRUTEMENT, DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA RECHERCHE.....	5
C.	LA SOUS-DIRECTION DES RECRUTEMENTS ET DE LA VALIDATION DES COMPETENCES.....	6
D.	LA SOUS-DIRECTION DES ETUDES.....	7
E.	LA SOUS-DIRECTION DES STAGES.....	19
F.	LE DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA DOCUMENTATION.....	25
IV-	LE CALENDRIER DE LA FORMATION.....	27
V-	LA PERIODE D'ETUDE BORDELAISE	28
A.	CONTENU	28
B.	MÉTHODES PÉDAGOGIQUES.....	28
VI-	LE STAGE JURIDICTIONNEL	30
A.	LE STATUT DU STAGIAIRE	30
B.	LES CHOIX DE LIEUX DE STAGES ET LEUR CONTENU.....	30
C.	LES EMPECHEMENTS A AFFECTATION	31
VII-	LA VALIDATION DES COMPETENCES.....	34
VIII-	LA DECISION DU JURY	34
IX-	LE CHOIX DES POSTES A L'ISSUE DE LA FORMATION.....	35
X-	LE SERMENT DU MAGISTRAT.....	35

I- L'OBJECTIF DE LA FORMATION

L'École nationale de la magistrature est une école d'application. Après un cursus d'au moins quatre années d'études supérieures et l'acquisition d'une expérience professionnelle qualifiante, elle a pour vocation de préparer au métier de magistrat de l'ordre judiciaire.

L'objectif de formation dévolu à l'ENM pour les stagiaires candidats issus du concours complémentaire est défini comme suit :

Former les stagiaires aux fonctions de magistrats par l'acquisition des compétences fondamentales permettant, dès leur première fonction en qualité de juge, vice-président, substitut ou vice-procureur, une prise de décision conforme à la loi, adaptée à son contexte, respectueuse de l'individu et des règles éthiques et déontologiques et s'inscrivant dans son environnement institutionnel national et international.

Il s'agit de valoriser les acquis de leur expérience professionnelle antérieure et de développer de nouvelles compétences basées notamment sur la polyvalence, l'adaptabilité et l'aptitude à l'encadrement pour les stagiaires qui seront amené(e)s à exercer, dès leur premier poste, des fonctions du premier grade.

L'ENM prépare le/la stagiaire à l'exercice de l'ensemble des fonctions non spécialisées du siège et du parquet.

La formation des stagiaires se décompose comme suit : 1 mois d'études à l'ENM Bordeaux suivi de 4 mois de stage juridictionnel, complétés par 2 à 4 mois de stage de pré-affectation après le choix du premier poste.

II- LES CAPACITES FONDAMENTALES DU MAGISTRAT

Les treize capacités fondamentales du magistrat à acquérir

CAPACITES GENERALES

- Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques
- Capacité à la relation, à l'écoute et à l'échange
- Capacité d'adaptation
- Capacité à adopter une position d'autorité ou d'humilité adaptée aux circonstances
- Capacité à susciter un accord et à concilier
- Capacité à travailler en équipe
- Capacité à organiser, gérer et innover

CAPACITES NECESSAIRES A LA PRISE DE DECISION

- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural
- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire
- Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national et international
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, inscrite dans son contexte, empreinte de bon sens, et exécutable
- Capacité à motiver, formaliser et expliquer une décision

III- L'ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE

A. LA DIRECTRICE DE L'ÉCOLE



Mme Nathalie RORET

Avocate spécialisée en contentieux pénal complexe et en gestion de crise de 1990 à 2020, elle a créé son propre cabinet en janvier 2020 alors qu'elle entame son mandat de Vice-Bâtonnière du barreau de Paris.

En parallèle de ses fonctions, elle est membre du comité d'éthique du barreau de Paris et a également été membre du conseil national des barreaux, ainsi que du conseil d'orientation de l'ONDRP et du conseil d'administration du FGTI.

Elle a été nommée directrice de l'ENM en conseil des ministres, le 7 octobre 2020.

En matière de formation initiale, il a notamment en charge :

- La mise en œuvre de la mission pédagogique de l'École
- La présidence du conseil pédagogique
- La définition des orientations et objectifs pédagogiques du programme pédagogique (qui sont validés par le conseil d'administration de l'École)
- La détermination, en fin de scolarité, de l'avis de l'École auprès du jury de l'examen d'aptitude et de classement

B. LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DU RECRUTEMENT, DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA RECHERCHE



M. Samuel LAINÉ

Magistrat issu de la promotion 1995, il a été nommé en 1997 substitut à Lille, juge d’instruction à Douai en 2000 puis substitut à Pointe à Pitre en 2002. Il sera ensuite nommé à l’administration centrale du ministère de la justice en 2004. De retour en juridiction, il fut successivement premier vice-président à Quimper en 2010, vice-président chargé du tribunal d’instance de Bordeaux en 2015 puis mis à disposition auprès de l’administration centrale du ministère de la justice Cabinet du Garde des Sceaux (Conseiller services judiciaires et réformes statutaires) en 2016. Il fut ensuite nommé premier vice-président adjoint à Bordeaux en 2017 avant d’être détaché auprès de l’Ecole nationale de la magistrature, le 1er décembre 2020, dans les fonctions de directeur adjoint chargé des recrutements, de la formation initiale et de la recherche.

En matière de formation initiale, elle a notamment en charge :

- La conception et l’élaboration du programme pédagogique des auditeurs de justice, des stagiaires et des candidats à l’intégration directe,
- L’évaluation de la pédagogie dispensée en formation initiale (en lien avec le conseil pédagogique)
- La coordination des sous-directions des recrutements et de la validation des compétences, des études, des stages et du département de la recherche et de la documentation
- L’élaboration du recueil statistique annuel de la direction
- Les relations avec les délégués de promotion



Mme Leslie POURLANC, chargée de mission en charge des publics en reconversion professionnelle

Magistrate issue de la promotion 2014 des intégrés directs, elle a été nommée juge à Grasse en 2015 avant d’être nommée à Bordeaux dans les fonctions de juge chargée du tribunal d’instance en 2019 puis de juge des contentieux de la protection dans la même ville en 2020. Elle rejoint l’Ecole en septembre 2023 en tant que chargée de mission en charge des publics en reconversion professionnelle.

Aux côtés du directeur adjoint, elle assure le suivi pédagogique des publics en reconversion professionnelle, hors auditeurs de justice. Outre diverses missions transversales qui lui sont confiées au soutien des sous-directions, elle participe à :

- La conception et l’élaboration des programmes pédagogiques
- La conception des objectifs pédagogiques et des différents documents se rapportant aux stages
- Le suivi des stagiaires durant leur formation
- L’élaboration des avis du directeur de l’ENM sur l’aptitude des stagiaires

C. LA SOUS-DIRECTION DES RECRUTEMENTS ET DE LA VALIDATION DES COMPÉTENCES



Mme Emilie BODDINGTON, sous-directrice des recrutements et de la validation des compétences

Magistrate issue de la promotion 2005, elle sera nommée juge d'instruction à Auch en 2007 puis juge au tribunal de grande instance de Bordeaux en 2014. Elle rejoint l'École, en décembre 2019, en qualité de chargée de mission auprès du département de la recherche et de la documentation avant de prendre ses fonctions de sous-directrice des recrutements et de la validation des compétences au sein de l'École en novembre 2021.



Mme Julie FARFART, Cheffe du service

Attachée principale d'administration depuis le 1er janvier 2024, Mme FARFART exerçait auparavant la fonction de directrice principale des services de greffe judiciaires. Elle a occupé les fonctions de greffier en chef placé sur la Cour d'appel de Bordeaux de 2010 à 2013. De 2013 à 2016, les fonctions de secrétaire général du conseil départemental d'accès au droit de la Gironde. De 2016 à 2023, elle a exercé les fonctions de directrice de greffe du tribunal judiciaire de Libourne. En 2024, elle a rejoint l'ENM pour occuper les fonctions de cheffe du service des recrutements et de la validation de compétence.

Cette sous-direction a en charge, dans le cadre de la formation initiale :

- Le jury de l'examen de classement : composition / formation / gestion administrative
- La formation des évaluateurs
- La représentation de l'ENM devant la commission d'avancement et le jury de l'examen d'aptitude et de classement
- L'évaluation des stages probatoires (auditeurs de justice, candidats à l'intégration directe, concours complémentaires)
- L'élaboration des grilles d'évaluation (en lien avec les sous-directions des études et des stages)
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction

Cette sous-direction s'appuie sur les coordonnateurs régionaux de formation qui sont magistrats détachés à l'École pour une durée déterminée (trois années renouvelables une fois). Ils sont délocalisés dans seize régions judiciaires comprenant plusieurs cours d'appels et localisés dans l'une d'elles. Ils participent à l'évaluation de la période du stage juridictionnel des stagiaires. Les coordonnateurs régionaux de formation sont secondés par des magistrats évaluateurs adjoints à raison d'une des 3 évaluations sur site concernant les auditeurs(trices) de justice.

D. LA SOUS-DIRECTION DES ETUDES



M. Vincent BLERIOT, Sous-directeur des études

Magistrat issu de la promotion 2013 des intégrés directs, il fut substitut placé à Aix-en-Provence en 2014 avant d'être nommé à Toulon successivement dans les fonctions de substitut en 2017 puis de vice-procureur de la République en 2019. Il sera ensuite nommé procureur de la République à Mende en 2021 avant de rejoindre l'École en septembre 2023 en tant que sous-directeur des études.



Mme Céline MUGERLI, coordonnatrice de formation et adjointe au sous-directeur des études

Directeur des services de greffe de la promotion 2000, Céline MUGERLI a successivement occupé les fonctions de Directeur de greffe du tribunal de grande instance de TULLE en 2001 et d'ANGOULEME en 2008 puis celles de responsable de gestion des ressources humaines au service administratif interrégional de la Cour d'Appel de BORDEAUX en 2014 avant de rejoindre l'école en septembre 2019.



Mme Isabelle TRARIEUX, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du service

Attachée principale d'administration de l'Etat, Isabelle Trarieux a occupé les fonctions de chef de service à la Direction de l'organisation scolaire à l'Inspection académique de Lille de 1999 à 2005. En 2005, elle rejoint l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Lettres, Langues et Sciences Humaines de l'Université de Pau, au sein de laquelle elle a exercé les fonctions de Responsable Administrative et Financière jusqu'en 2013. En 2013, elle devient chargée du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire de l'Université de Bordeaux et de la COMUE (Communauté des établissements et des Universités d'Aquitaine) au sein de la Direction de l'enseignement supérieur du Rectorat de Bordeaux. Elle rejoint l'ENM en juillet 2015 pour occuper les fonctions de chef du service des Etudes. »

Cette sous-direction a en charge :

- La gestion de la vie scolaire
- L'élaboration et la gestion des plannings des activités pédagogiques
- La gestion des groupes
- La gestion centralisée des salles de l'ENM Bordeaux
- La gestion des vacances et des frais d'enseignement
- La coordination des moyens en lien avec les services du secrétariat général
- L'information des publics formés (auditeurs de justice, stagiaires du concours complémentaire, candidats à l'intégration directe, magistrats en reconversion)
- Le suivi de l'accueil des élèves avocats
- La conception et mise en œuvre des séquences de formation initiale (auditeurs de justice, stagiaires du concours complémentaire, candidats à l'intégration directe) aux sept fonctions de base
- La gestion de l'arborescence informatique des pôles de formation
- La formation de formateurs en lien avec la formation continue (interne : coordonnateurs de formation, enseignants associés - externe : au bénéfice du département international)
- L'élaboration des fascicules pédagogiques
- L'élaboration ou la recherche de supports pédagogiques
- La coordination pédagogique des pôles de formation
- La recherche d'intervenants / la tenue de la base de données des intervenants
- L'accueil des intervenants
- Le suivi du livret pédagogique des auditeurs
- Le suivi et l'accompagnement des auditeurs durant la période d'études
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction
- Les relations avec les délégués de groupes

La sous-direction des études s'appuie sur un corps enseignant en formation initiale qui est composé :

DE COORDONNATEURS DE FORMATION : ils sont détachés à l'École ou sous contrat pour une durée déterminée (trois années renouvelables une fois). Ils constituent le cadre enseignant permanent de l'École. Ils sont affectés à l'un des huit pôles de formation :

Processus de décision et de formalisation de la Justice civile



ANIMATRICE DU POLE

Mme Aurélie BAIL

Magistrate issue de la promotion 2007, elle fut juge de l'application des peines à Alençon en 2009 avant d'être nommée à Bordeaux dans les fonctions de juge chargée du tribunal d'instance en 2016 puis de juge des contentieux de la protection dans la même ville en 2020. Elle rejoint l'École en septembre 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des contentieux de la protection ».



Mme Alexandra BAUDOUIN

Magistrate issue de la promotion 2016, elle a été nommée juge placée à Limoges en 2018 puis juge à Périgueux en 2020 avant de rejoindre l'École en janvier 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles ».



Mme Lucie CARTOUX

Magistrate issue de la promotion 2009, elle occupa le poste de juge des enfants à Evreux en 2011 avant d'être nommée au Havre successivement dans les fonctions de juge en 2015 puis de vice-présidente en 2019. Elle rejoint l'École en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge aux affaires familiales ».



Mme Stéphanie DEFFEZ

Magistrate issue de la promotion 2010, elle a occupé les fonctions de juge placée à Poitiers en 2012 puis successivement celles de juge des enfants à Saintes en 2015 et à Bordeaux en 2019 avant de rejoindre l'École en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des enfants ».



M. Laurent DRUGEON

Docteur en droit (Paris 2 Panthéon-Assas) et enseignant en université (Paris 12, Paris 13, Versailles-St Quentin, Rennes, UBS, Angers), Monsieur Drugeon est devenu par ailleurs avocat (droit social) et concomitamment médiateur, exerçant ces dernières activités depuis une quinzaine d'années. Ayant complété son parcours (coaching professionnel et techniques d'accompagnement, approche systémique, analyse transactionnelle, PNL, CNV, Gestalt...), il a développé une activité de formation (IFOMENE-ICP, EHESP, ENA, universités...), de conduite d'analyses de pratiques et supervisions de professionnels de l'accompagnement, tout en s'investissant dans l'expansion de la médiation au sein de collectifs associatifs régionaux (FCMGO, co-président) et nationaux (FFCM, vice-président). Il a rejoint l'ENM en 2024 en qualité de coordonnateur de formation référent justice amiable pour la formation initiale et la formation continue.



Mme Audrey FERRE

Magistrate issue de la promotion 2012, elle occupa le poste de juge à Meaux en 2014, de MACJ en 2017, de juge chargée du tribunal d'instance de Paris en 2019 puis de JCP à Paris en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2022 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles ».



Mme Laura FRANGIALLI

Magistrate issue de la promotion 2015, elle a été nommée juge des enfants à Alençon en 2017 puis à Bordeaux 2020 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des enfants ».



Mme Violaine FRUMIN

Magistrate issue de la promotion 2003, elle occupa les fonctions de juge d'Instruction à Dunkerque en 2005 puis successivement celles de vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Lille en 2013 puis à Dunkerque en 2016 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des enfants ».



Mme Nathalie GROSJEAN

Magistrate issue de la promotion 2016, elle a été nommée juge à Fort-de-France en 2018 puis juge des contentieux de la protection à Angoulême en 2021 avant de rejoindre l'Ecole en avril 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des contentieux de la protection ».



Mme Cécile LE GAC

Magistrate issue de la promotion 2006, elle occupa le poste de juge des enfants à Mont de Marsan en 2008. Elle sera ensuite nommée à Angers dans les fonctions de juge placée en 2011 et de juge en 2013 puis à Poitiers dans les fonctions de vice-présidente chargée du tribunal d'instance de Poitiers en 2017 et de vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection dans la même ville en 2020. Elle rejoint l'Ecole en janvier 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des contentieux de la protection ».



Mme Hélène MARTRON

Magistrate issue de la promotion 2013, elle occupa les postes de juge de l'application des peines à Auxerre en 2015 puis de juge à Bordeaux en 2018 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2022 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles ».



Mme Sophie POUTEAU

Magistrate issue de la promotion 2000, elle a été nommée juge à Evreux en 2002, juge de l'application des peines à Montauban en 2005, vice-procureure de la République à Toulouse en 2014 puis vice-présidente à Montauban en 2016 avant de rejoindre l'Ecole en février 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge aux affaires familiales ».



Mme Mélanie RENAUT

Magistrate issue de la promotion 2015, elle occupa le poste de substitue placée à Poitiers en 2017 puis de juge à Bordeaux en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge aux affaires familiales ».



Mme Célia RENOTON

Magistrate issue de la promotion 2006, elle fut successivement juge d'instruction à Rochefort en 2008, juge de l'application des peines à Angoulême en 2010, juge chargée du service du tribunal d'instance de Bordeaux en 2014, vice-présidente chargée du service du tribunal d'instance d'Angoulême en 2017 et vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection à Angoulême en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des contentieux et de la protection ».



Mme Laurence ROQUIGNY

Magistrate issue de la promotion 2006 du concours complémentaire, elle fut successivement nommée juge à Bourges en 2016 puis à Périgueux en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge aux affaires familiales ».



M. David VITEAU

Magistrat issu de la promotion 2010, il a successivement occupé les fonctions de juge au tribunal d'instance de Sedan en 2012, de substitut à Mont de Marsan en 2014, de juge au tribunal d'instance de Bordeaux en 2016 puis de juge des contentieux de la protection dans la même ville en 2020. Il rejoint l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « juge des contentieux de la protection ».

ANIMATRICE DU POLE



M. Antonin ROUSSEAU

Magistrat issu de la promotion 2007, il occupa les postes de substitut placé à Bourges en 2009, de substitut à Nantes en 2012 puis de vice-procureur de la République à Tours en 2018 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2022 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « parquet ».



Mme Camille ALLAND

Magistrate issue de la promotion 2014, elle sera nommée juge chargée du tribunal d'instance de Montargis en 2016, juge placée à Paris en 2019 puis juge d'instruction à Nanterre en 2021 avant de rejoindre l'Ecole en avril 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « siège pénal » et « instruction ».



Mme Betty BAROUKH

Magistrate issue de la promotion 2012, elle fût juge de l'application des peines à Montbéliard en 2014, juge d'instruction à Mamoudzou en 2016 puis vice-présidente chargée des fonctions de juge d'instruction dans la même ville en 2020. Elle rejoint l'Ecole en février 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instruction ».



Mme Clémentine CHATEIN

Magistrate issue de la promotion 2013, elle a occupé les fonctions de substitue placée à Douai en 2015 puis successivement celles de substitue à Lille en 2017 puis à Bordeaux en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en mai 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».



Mme Maïtena DE RAUNIES

Magistrate issue de la promotion 2015 des intégrés directes, elle occupa successivement les fonctions de juge de l'application des peines à Mont-de-Marsan en 2015 et à Libourne en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2022 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « application des peines » et « siège pénal ».



Mme Stéphanie DEFFEZ

(CV voir plus haut)



Mme Roxanne DELGADO

Magistrate issue de la promotion 2013, elle fut successivement juge de l'application des peines à Amiens en 2015 puis à Montpellier en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en mai 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge correctionnel ».



Mme Laura FRANGIALLI

(CV voir plus haut)



Mme Violaine FRUMIN

(CV voir plus haut)



Mme Alice HODSON

Magistrate issue de la promotion 2012, elle occupa le poste de substitut Evry en 2014, de juge à Paris en 2017 puis de juge d'instruction à Bordeaux en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instruction ».



Mme Amélie LAGUET

Magistrate issue de la promotion 2014, elle occupa les fonctions de juge de l'application des peines à Châteauroux en 2016 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge de l'application des peines ».



Mme Caroline MAXWELL

Magistrate issue de la promotion 2008, elle occupa successivement le poste de substitue à Evreux en 2010 puis à Paris en 2012. Elle sera ensuite nommée vice-procureure de la République à Paris en 2018 puis à Bordeaux en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2024 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».



Mme Alexandra MOREAU

Magistrate issue de la promotion 2011, elle a été successivement juge placée à Douai en 2013 puis juge d'instruction à Lille en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « siège pénal ».



Mme Alexandra MOREAU

Magistrate issue de la promotion 2005, elle fut successivement nommée substitut à Mamoudzou en 2007 puis à Libourne en 2010. Ensuite nommée vice-procureure de la République à Toulouse en 2016 puis à Bordeaux en 2019, elle rejoint l'Ecole en novembre 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».



Mme Joan PINET-RYCKEBUSCH

Magistrate issue de la promotion 2009, elle fut successivement juge de l'application des peines à Verdun en 2011, à Angoulême en 2014 puis à Bordeaux en 2017 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « application des peines ».



Mme Cécile SAVATIER

Magistrate issue de la promotion 2014, elle a été nommée juge à Fort de France en 2016 puis Juge d'instruction à Bordeaux en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instruction » et « siège pénal ».



Mme Marielle YVINEC

Magistrate issue de la promotion 2013, elle fut successivement nommée substitue à Nanterre en 2015, à Paris en 2019 puis à Bordeaux en 2021 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2023 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».

Humanités judiciaires



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Betty BAROUKH
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Violaine FRUMIN
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Alexandra MOREAU
(CV voir plus haut)

Communication judiciaire



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Amélie LAGUET
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Alexandra MOREAU
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Cécile SAVATIER
(CV voir plus haut)

Administration de la justice



ANIMATRICE DU POLE

Mme Céline MUGERLI
(CV voir plus haut)



Mme Aurélia JADEAU

Greffière issue de la promotion 2016, elle a exercé auparavant au sein de la cour d'appel de Paris en 2018 puis au tribunal judiciaire de Bordeaux en 2020 avant de rejoindre l'École en septembre 2023.

Dimension internationale de la justice



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Stéphanie DEFFEZ
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Roxanne DELGADO
(CV voir plus haut)



Mme Amanda GEDGE WALLACE

Licenciée ès-lettres, diplômée de traduction en 1991, agrégée membre de l'institut de linguistes de Londres en 1994, elle a été successivement professeure d'anglais à Cetradel (Gironde), professeure d'anglais à l'institut Bernom à Bordeaux, puis au Centre d'étude des langues à Bordeaux, à l'université Michel de Montaigne à Bordeaux, avant de rejoindre l'École en 1998.

Environnement judiciaire



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Joan PINET-RYCKEBUSCH
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Célia RENOTON
(CV voir plus haut)

Pôle économique, social et environnemental



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Nathalie GROSJEAN
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Alice HODSON
(CV voir plus haut)

La sous-direction des études se compose également :

D'ENSEIGNANTS ASSOCIÉS : pour la plupart magistrats, ils interviennent régulièrement à l'École tout en conservant leur activité principale. Ils sont recrutés pour une année renouvelable et sont affectés à l'un des huit pôles de formation.

D'INTERVENANTS OCCASIONNELS : professionnels reconnus dans leur domaine de compétence, ils interviennent ponctuellement à l'École pour animer des conférences ou des ateliers.

Chaque pôle de formation est organisé de la façon suivante :

UN DOYEN DES ENSEIGNEMENTS, commun à la formation initiale et à la formation continue, ayant le statut d'enseignant associé : il élabore, après avis des enseignants du pôle, les orientations et les modalités de la mise en œuvre des objectifs pédagogiques qui ont été définies par la directrice après avis conforme du conseil d'administration. Il contribue aux enseignements et à l'élaboration des activités pédagogiques (article 40-1 du décret n° 72-355 du 4 mai 1972).

<u>LES DOYENS.NES DES ENSEIGNEMENTS</u>
Processus de décision et de formalisation de la Justice civile
<ul style="list-style-type: none">• Mme Natalie FRICERO <i>Professeure de droit privé et des sciences criminelles à l'Universités – Nice-Côte d'Azur</i>
Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale
<ul style="list-style-type: none">• Mme Laure BECCUAU <i>Procureure de la République près le tribunal judiciaire de Paris</i>
Humanités judiciaires
<ul style="list-style-type: none">• Mme Martine DE BOISDEFFRE <i>Présidente de la section du rapport et des études au Conseil d'Etat</i>
Communication judiciaire
<ul style="list-style-type: none">• M. Nicolas JACQUET <i>Procureur général près la Cour d'appel de Toulouse</i>
Administration de la justice
<ul style="list-style-type: none">• M. Stéphane HARDOUIN <i>Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Créteil</i>
Dimension internationale de la justice
<ul style="list-style-type: none">• M. Nicolas GUILLOU <i>Juge à la Cour pénale internationale</i>
Environnement judiciaire
<ul style="list-style-type: none">• M. François DE SINGLY <i>Professeur émérite de sociologie à la faculté des sciences humaines et sociales de l'Université de Paris</i>
Pôle économique, social et environnemental
<ul style="list-style-type: none">• Mme Stéphanie FOUGOU <i>Présidente de l'Association Européenne des juristes d'entreprise</i>

UN ANIMATEUR DU PÔLE en formation initiale ayant le statut de coordonnateur de formation : il anime l'activité (organisation des réunions, rédaction des fiches pédagogiques et des fiches action, lien avec la sous-directrice des études et le doyen des enseignements...) et assure la cohérence pédagogique du pôle. Il contribue aux enseignements.

<u>LES ANIMATEURS.RICES DES HUIT POLES EN FORMATION INITIALE</u>
Processus de décision et de formalisation de la Justice civile
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Aurélie BAIL</i>
Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Antonin ROUSSEAU</i>
Humanités judiciaires
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Betty BAROUKH</i> • <i>Violaine FRUMIN et</i> • <i>Alexandra MOREAU</i>
Communication judiciaire
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Amélie LAGUET</i> • <i>Alexandra MOREAU et</i> • <i>Cécile SAVATIER</i>
Administration de la justice
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Céline MUGERLI</i>
Dimension internationale de la justice
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Stéphanie DEFFEZ et</i> • <i>Roxanne DELGADO</i>
Environnement judiciaire
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Joan PINET-RYCKEBUSCH et</i> • <i>Célia RENOTON</i>
Pôle économique, social et environnemental
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Nathalie GROSJEAN et</i> • <i>Alice HODSON</i>

DES ASSISTANTS DE JUSTICE affectés sur les pôles de formation où ils exercent des missions d'assistants pédagogiques : recherche de jurisprudence, rédaction de projets de fascicules pédagogiques et de publications thématiques.

Les membres du corps enseignant de l'École sont affectés dans les différents pôles par la directrice de l'École. Ils peuvent exercer leur activité au sein d'un ou de plusieurs pôles de formation.

E. LA SOUS-DIRECTION DES STAGES



M. Julien HEUTY, sous-directeur des stages

Magistrat issu de la promotion 2013, il fut successivement nommé substitut placé auprès de la Cour d'appel de Paris en 2015 puis de la Cour d'appel de Bordeaux en 2021 avant de rejoindre l'École, en janvier 2023, en tant que sous-directeur des stages.



M. Pierre RICHEFORT, attaché principal d'administration de l'Etat, chef du service

Attaché principal d'administration depuis le 1er juin 2019, Pierre Richefort exerçait auparavant la fonction de directeur principal des services de greffe judiciaires. Il a occupé les fonctions de greffier en chef, adjoint au directeur de greffe, au tribunal de grande instance d'Angoulême de 2007 à 2009. De 2009 à 2012, il a exercé les fonctions de responsable adjoint de la gestion des ressources humaines au SARJ de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. En 2012, il a rejoint l'ENM pour occuper les fonctions de chef du service des recrutements et de la validation des compétences puis celles de chef du service des stages en 2023.

Cette sous-direction a en charge :

- L'élaboration des orientations pédagogiques des stages
- L'élaboration des fiches pédagogiques concernant les stages
- La recherche des lieux de stages (en France et à l'étranger)
- L'affectation des stagiaires
- L'évaluation des lieux de stage
- La formation des formateurs (magistrats maîtres de stage, directeurs de centre de stage, coordonnateurs régionaux de formation)
- La gestion administrative et l'animation du réseau des coordonnateurs régionaux de formation, des magistrats évaluateurs adjoints et des directeurs de centres de stages
- Les relations avec les juridictions
- Les relations avec les délégués de régions
- Le suivi du livret pédagogique des auditeurs (durant les périodes de stage)
- Le suivi et l'accompagnement des auditeurs de justice, des stagiaires issus des concours complémentaires et des candidats à l'intégration directe durant leurs périodes de stages
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction

Elle s'appuie sur le réseau des correspondants de l'École que sont les coordonnateurs régionaux de formation (magistrats détachés à l'ENM) et les directeurs de centre de stage (magistrats qui, tout en conservant leur activité principale, organisent les stages en juridiction des stagiaires et des publics adressés par l'ENM).

LES COORDONNATEURS REGIONAUX DE FORMATION (CRF)



Mme Céline AZEMA

Magistrate issue de la promotion 2005, elle occupa les postes de juge placé auprès de la cour d'appel d'Agen en 2007, de juge de l'application des peines à Agen en 2009 puis de juge à Papeete en 2014 et de vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Toulouse en 2018 avant de rejoindre l'Ecole en avril 2023 en tant que CRF.

CRF CA de Toulouse et Agen

celine.azema@justice.fr – 06.62.83.62.61



Mme Mélanie BOUISSOU

Magistrate issue de la promotion 2008, elle occupa les postes de substitue à Créteil en 2010, de juge placé à Lyon en 2014 puis de vice-procureure de la République à Villefranche-sur-Saône en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en novembre 2022 en tant que CRF.

CRF CA de Lyon

melanie.bouissou@justice.fr – 06.84.21.64.30



Mme Lucie CARON

Magistrate issue de la promotion 2006, elle occupa les postes de substitue à Fontainebleau en 2008, de juge de l'application des peines à Melun en 2012 puis de vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention à Melun en 2018 avant de rejoindre l'Ecole en octobre 2022 en tant que CRF.

CRF CA de Paris

lucie.caron@justice.fr – 06.13.89.31.27



Mme Delphine DEGROOTE

Magistrate issue de la promotion 2005, nommée juge à Béthune en 2007 puis successivement juge chargée du service du tribunal d'instance de Lens en 2010 puis de Lille en 2012. Elle sera ensuite nommée vice-présidente chargée du service du tribunal d'instance de Lens en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2019 en tant que CRF.

CRF CA de Douai et Amiens

delphine.degroote@justice.fr – 06.84.07.34.24



Mme Anne DUBOST

Magistrate issue de la promotion 2004, elle sera nommée juge au tribunal de grande instance de Nevers chargée du service du tribunal d'instance de Cosne-sur-Loire en 2006, juge chargée du tribunal d'instance de Nevers en 2009 avant de rejoindre le parquet de Bourges en 2012 comme substitut puis en tant que vice-procureur de la République au Mans en 2014. Elle occupa ensuite les fonctions de vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention en 2018 à Alençon avant de rejoindre l'Ecole en Mars 2021 en tant que CRF.

CRF de Versailles

anne.dubost@justice.fr – 06.70.60.57.78



M. Sébastien FARFART

Magistrat issu de la promotion 2014, il fut juge des enfants à Guéret en 2016 avant d'être nommé substitut placé à Bordeaux en 2018 puis juge à Brive la Gaillarde en 2021. Il rejoint l'Ecole en septembre 2023 en tant que CRF.

CRF CA de Bordeaux et Pau

sebastien.farfart@justice.fr – 06.84.08.87.69



Mme Géraldine GARCIA

Magistrate issue de la promotion 2004, elle a été successivement juge de l'application des peines à Verdun en 2006, juge d'instruction à Bourg-en-Bresse en 2009 puis à Toulon en 2011. Elle sera ensuite nommée vice-présidente chargée de l'application des peines à Draguignan en 2015, vice-présidente dans la même ville en 2020 puis conseillère à Aix-en-Provence en 2022 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA d'Aix-en-Provence et Bastia

geraldine.garcia@justice.fr – 06 84 21 03 98



Mme Chloé GOIN LAURENT

Magistrate issue de la promotion 2009, elle sera nommée juge de l'application des peines à Evreux en 2011, juge à Rouen en 2015 puis vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Rouen en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2023 en tant que CRF.

CRF CA de Rouen et Caen

chloe.goin-laurent@justice.fr – 06.11.79.31.46



Mme Elodie Kerdudo

Magistrate issue de la promotion 2005, elle a été successivement juge des enfants à Avesnes-sur-Helpe en 2007 puis à fort de France en 2009. Elle sera ensuite nommée vice-présidente chargée du tribunal d'instance à Rouen en 2013, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Annecy en 2016 puis vice-présidente dans la même ville en 2023 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA de Grenoble et Chambéry

elodie.kerdudo@justice.fr – 06 35 88 43 89



Mme Edwige KOUASSI

Magistrate issue de la promotion 2006, elle a été successivement juge placée à Rennes en 2008, juge chargée du service du tribunal d'instance de Rennes en 2011, juge à Nouméa 2015 puis vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Saint-Brieuc en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA de Rennes et Angers

edwige.kouassi@justice.fr – 06 84 21 68 22



Mme Véronique LEGER

Magistrate issue de la promotion 2001, elle occupa les postes de substitute à Privas en 2003, de juge à Carpentras en 2007, de vice-procureure de la République à Avignon en 2012 puis de vice-présidente à Carpentras en 2014 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2021 en tant que CRF.

CRF CA de Nîmes et Montpellier

veronique.leger@justice.fr – 06.03.22.47.50



Mme Caroline LOCKS

Magistrate issue de la promotion 2011, elle occupa successivement le poste de substitute à Macon en 2013, à Chalon sur Saône en 2017 puis à Dijon en 2019 avant d'être nommée vice-procureure de la République dans la même ville en 2021. Elle rejoint l'Ecole en septembre 2024 en tant que CRF.

CRF CA de Besançon et Dijon

caroline.locks@justice.fr – 06 15 24 96 22



Mme Seryane MERINI

Magistrate issue de la promotion 2004, elle occupa le poste de substitute à Fontainebleau en 2003 puis à Versailles en 2005 avant d'être nommée successivement juge à Pontoise en 2009, vice-procureure de la République à Versailles en 2011, vice-présidente chargée des fonctions de juge d'instruction à Pontoise en 2014, vice-présidente dans la même ville en 2018 puis vice-présidente chargée de l'application des peines à Nanterre en 2021 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA d'Aix-en-Provence et Bastia

seryane.merini@justice.fr – 06 23 46 35 93



Mme Marie-Pierre MERLE

Magistrate issue de la promotion 2006, elle occupa les postes de substitute placée auprès de la Cour d'appel de Poitiers en 2008 puis de substitute dans la même ville en 2010. Elle sera ensuite successivement nommée vice-présidente à Niort en 2017 puis à Tours en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2023 en tant que CRF.

CRF CA de Poitiers et Orléans

marie-pierre.merle@justice.fr – 07.78.63.48.96



Mme Angélique NAKHLEH

Magistrate issue de la promotion 2002, elle a été successivement juge chargée du service du tribunal d'instance de Rethel en 2004, juge d'instruction à Tarascon en 2006, juge chargée du service du tribunal d'instance d'Uzès en 2010, vice-présidente placée à Nîmes en 2014 puis vice-présidente chargée du tribunal de d'instance de Tarascon en 2016. Après une période de mise en disponibilité, elle occupera les postes de vice-présidente chargée du tribunal de d'instance d'Avignon en 2018, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection à Avignon en 2020 puis de conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence en 2022 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2024 en tant que CRF.

CRF CA de Nîmes et Montpellier

angelique.nakhleh@justice.fr – 06 09 89 08 13



Mme Véronique PROIX

Magistrate issue de la promotion 2012, elle sera successivement nommée juge à Evreux en 2012, juge de l'application des peines à Rouen en 2016 puis vice-présidente placée à Rouen en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en décembre 2022 en tant que CRF.

CRF Paris

veronique.proix@justice.fr – 01.44.41.88.40



Mme Anne ROBERT

Magistrate issue de la promotion 2004, elle occupa le poste de juge d'application des peines à Clermont-Ferrand en 2006, juge chargé du service du tribunal d'instance de Riom en 2011, conseillère en charge du secrétariat général à Riom en 2014 puis première vice-présidente à Clermont-Ferrand en 2016 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA de Riom, Bourges et Limoges

anne.robert@justice.fr – 06 24 18 22 84



Mme Sandrine ROUSSEAU

Magistrate issue de la promotion 2008, elle occupa le poste de substitute à Meaux en 2010 puis à Pontoise en 2012 avant d'être nommée juge d'instruction à Nanterre en 2015 puis vice-procureure de la République à Angers en 2018. Elle rejoint l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA de Rennes et Angers

sandrine.rousseau@justice.fr – 06 84 21 00 52



Mme Camille RUHLMANN

Magistrate issue de la promotion 2008, elle fut juge des enfants à Charleville Mézières en 2010 puis juge à Reims en 2016. Elle sera ensuite nommée dans les fonctions de vice-présidente chargée de l'application des peines à Charleville Mézières en 2018 puis de vice-présidente dans la même ville en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA d'Amiens et Douai

camille.ruhmann@justice.fr – 06 26 76 57 47



M. Aurélien SEGURET

Magistrat issu de la promotion 2013, il a été nommé juge à Charleville Mézière en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en mars 2023 en tant que CRF.

CRF CA de Reims et Nancy

aurelien.seguret@justice.fr – 06.85.29.67.28



Mme Fanny TEMAM

Magistrate issue de la promotion 2015, elle occupa le poste de juge des enfants à Meaux en 2017 puis de juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité du Raincy en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA de Paris – CRF placée

fanny.temam@justice.fr – 06 01 43 35 70



Mme Elise WOLTON

Magistrate issue de la promotion 2016, elle a été nommée substitue à Strasbourg en 2018 avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2024.

CRF CA de Colmar et Metz

elise.wolton@justice.fr – 06 01 43 34 55

Les 16 ressorts des coordonnateurs régionaux de formation (au 09 septembre 2024)

Versailles



Anne DUBOST
anne.dubost@justice.fr
tél : 06 70 60 57 78

Rennes Angers



Edwige KOUASSI
edwige.kouassi@justice.fr
tél : 06 84 21 68 22



Sandrine ROUSSEAU
sandrine.rousseau@justice.fr
tél : 06 84 21 00 52

Douai Amiens



Delphine DEGROOTE
delphine.degroote@justice.fr
tél : 06 84 07 34 24

Amiens Douai



Camille RUHLMANN
camille.ruhlmann@justice.fr
tél : 06 26 76 57 47

Rouen Caen



Chloé GOIN-LAURENT
chloe.goin-laurent@justice.fr
tél : 06 11 79 31 46
03 22 82 35 22

Paris



Lucie CARON
lucie.caron@justice.fr
tél : 06 13 89 31 27



Véronique PROIX
veronique.proix@justice.fr
tél : 01 44 41 88 40



Fanny TEMAM
fanny.temam@justice.fr
tél : 06 01 43 35 70



Colmar Metz



Elise WOLTON
elise.wolton@justice.fr
tél : 06 01 43 34 55

Reims Nancy



Aurélien SEGURET
aurelien.seguret@justice.fr
tél : 06 85 29 67 28

Poitiers Orléans



Marie-Pierre MERLE
marie-pierre.merle@justice.fr
tél : 07 78 63 48 96

Riom Bourges Limoges



Anne ROBERT
anne.robert@justice.fr
tél : 06 24 18 22 84

Bordeaux Pau



Sébastien FARFART
sebastien.farfart@justice.fr
tél : 05 47 33 95 29 /
sec. 05 47 33 94 28

Besançon Dijon



Caroline LOCKS
caroline.locks@justice.fr
tél : 06 15 24 96 22

Grenoble Chambéry



Elodie KERDUDO
elodie.kerdudo@justice.fr
tél : 06 35 88 43 89

Lyon



Mélanie BOUSSOU
melanie.boussou@justice.fr
tél : 06 84 21 64 30

Toulouse Agen



Céline AZEMA
celine.azema@justice.fr
tél : 06 01 42 22 14

Nîmes Montpellier



Véronique LÉGER
veronique.leger@justice.fr
tél : 06 03 22 47 50



Angélique NAKHLEH
angelique.nakhleh@justice.fr
tél : 06 09 89 08 13

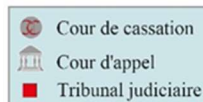
Aix-en-Provence Bastia



Géraldine GARCIA
geraldine.garcia@justice.fr
tél : 06 84 21 03 98



Seyrane MERINI
seyrane.merini@justice.fr
tél : 06 23 46 35 93



F. LE DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA DOCUMENTATION



M. Tarik LAKSSIMI, Sous-directeur du Département recherche et documentation

Agrégé des facultés de droit, Tarik Lakssimi est professeur des universités en droit privé et sciences criminelles. Titulaire d'un doctorat en droit, il a réalisé sa thèse, publiée aux éditions Dalloz, sur la distinction entre droits réels et droits personnels. Ses recherches portent principalement sur le droit des contrats, le droit des biens et la procédure civile. Auteur de nombreuses publications doctrinales dans ces domaines, il a également exercé pendant dix ans auprès d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Fort de cette double expérience de chercheur et de praticien, il dirige aujourd'hui le département recherche de l'École Nationale de la Magistrature



Mme Fathia ZEGHOUDI, Chargée de mission

Magistrate issue de la promotion 2012, elle a été successivement substituée à Pontoise en 2014 et à Versailles en 2018 avant de rejoindre l'École en tant que chargée de mission au sein du département recherche et documentation en juin 2022.



Mme Guillemette HYBOIS, cheffe de service

Chargée d'étude documentaire et archiviste, elle occupa la fonction de documentaliste de 1992 à 1996 au Comité national olympique et sportif français et en 1997 à la direction technique de Suez. De 1998 à 2008 elle travailla au ministère de la défense où elle occupa le poste de cheffe de bureau veille et recherches documentaires et cheffe de projets en informatique documentaire. D'août 2008 à septembre 2011 elle travaille au Conseil d'Etat en tant que cheffe du bureau bibliothèque. D'octobre 2011 à octobre 2014 elle occupera le poste de responsable du pôle info-doc pour l'INSEP. Responsable du centre de ressources documentaires à l'École nationale d'art contemporain à Nice depuis octobre 2014, elle a rejoint l'ENM en octobre 2016 comme chargée de mission archives puis comme chef de bureau.

Ce département a en charge :

Pour la recherche :

- Développer et promouvoir des projets de recherche appliquée portant sur l'exercice professionnel des magistrats et sur l'institution judiciaire
 - l'histoire de la justice, des personnels de justice et des pratiques judiciaires
 - les pratiques judiciaires nationales, étrangères ou comparées
 - l'application de la règle de droit
- Assurer les liens institutionnels avec les universités et les partenaires de la recherche, représenter l'École auprès du GIP Justice
- Elaborer et diffuser de la revue numérique semestrielle « Revue Justice Actualité RJA », sur les pratiques professionnelles
- Participer au comité de rédaction de la revue « Les Cahiers de la justice », en co-édition avec Dalloz
- Assurer la gestion du Grand Prix de l'ENM et du Prix de la Recherche de l'ENM

Pour la documentation :

- Mettre à jour, d'enrichir et de valoriser les collections en rapport avec les domaines d'enseignement de l'ENM,
- De réaliser des produits documentaires (veilles juridiques, bibliographies...),
- Développer une politique de diffusion de l'information sur le portail documentaire : <https://redoc-bibliotheque.enm.justice.fr/accueil-portail.aspx>
- Fournir les codes d'accès aux bases de données juridiques
- Organiser les rencontres autour d'auteurs et de magistrats

Pour les archives :

- Élaborer la politique d'archivage de l'ENM
- Gérer les archives administratives et pédagogiques de l'ENM
- Recueillir la mémoire pédagogique de l'École : recueil des conférences et des documents pédagogiques développés dans le cadre de la formation initiale et de la formation continue
- Recueillir les bonnes pratiques et des dossiers judiciaires pouvant présenter un intérêt pédagogique ou historique

IV- LE CALENDRIER DE LA FORMATION

ETUDES

Du 13/01 au 09/02/2025 : période d'études à bordeaux

- Congés annuels du 10/02 au matin au 16/02/2025 au soir

STAGE PROBATOIRE

Du 17/02 au 15/06/2025 soir : stage probatoire

- Congés annuels du 16/06 au matin au 29/06/2025 au soir

EPREUVES ORALES, RESULTATS & CHOIX DES POSTES

Du 30/06 au 10/07/2025 : épreuve orale avec le jury

11/07/2025 : délibération du jury et publication des résultats *(date à confirmer)*

Du 15/07 au 21/07/2025 : choix des postes

22/07/2025 matin : signature des postes

- Congés annuels : 23/07 au matin au 27/07/2025 au soir

STAGE COMPLEMENTAIRE

STAGE COMPLEMENTAIRE POUR TOUS LES STAGIAIRES

28/07 au 17/08/2025 : stage complémentaire

- Congés annuels du 18/08 au matin au 24/08/2025 au soir

STAGE COMPLEMENTAIRE 2 MOIS

25/08 au 05/10/2025 : stage complémentaire

- Congés d'installation *(autorisation d'absence)* du 15/09 au matin au 21/09/2025 au soir

06/10/2025 : installation *(date à confirmer)*

STAGE COMPLEMENTAIRE 4 MOIS *(suite à modification du décret de 2001)*

25/08 au 30/11/2025 : stage complémentaire

- Congés d'installation *(autorisation d'absence)* du 29/09 au matin au 05/10/2025 au soir

01/12/2025 : installation *(date à confirmer)*

NB : ces dates sont susceptibles de modification en raison des impératifs de l'Ecole, des centres de stage et du jury

V- LA PERIODE D'ETUDE BORDELAISE

Le temps de scolarité à l'ENM dure 4 semaines et vise à préparer les stagiaires à leur départ en stage juridictionnel.

A. CONTENU

Au cours de cette formation, les stagiaires bénéficient d'**enseignements pluridisciplinaires** au cours desquels sont abordés :

- le statut du magistrat, le sens du serment, les lieux de justice, l'histoire de la magistrature, l'éthique et la déontologie ;
- les fonctions du parquet : les acteurs et les sujets de la procédure, la compétence, les cadres et pouvoirs d'enquête, la direction d'enquête, la qualification des infractions, les réponses pénales, le traitement en temps réel, la méthodologie du réquisitoire définitif, les réquisitions à l'audience et l'exécution des peines ;
- les fonctions non spécialisées de la juridiction civile de première instance : la procédure devant cette juridiction, la méthodologie du jugement civil, la mise en état, la procédure orale, les affaires familiales (les procédures de divorce, l'autorité parentale et les tutelles mineurs) et la réparation du préjudice corporel ;
- les fonctions non spécialisées de la juridiction pénale de première instance et, notamment, l'audience pénale (préparation, tenue, délibéré et rédaction du jugement) ;
- Les stagiaires bénéficient également d'une brève présentation des fonctions spécialisées (juge des enfants, juge d'instruction, juge de l'application des peines, juge des libertés et de la détention).
- l'approche par compétences du métier de magistrat : réflexion autour du référentiel de compétences du magistrat débutant, élaboré par les différents acteurs de la formation initiale à l'ENM, et mise en perspective avec les compétences déjà acquises par les stagiaires eu égard à leur expérience professionnelle.

B. MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Conformément à l'objectif pédagogique défini qui tend à s'appuyer sur les capacités professionnelles acquises antérieurement à l'entrée en formation, l'ENM développe pour ces publics en reconversion professionnelle de nouveaux outils et supports de formation basés sur une pédagogie différenciée. A cet égard, une auto-évaluation préalable peut être proposée afin de mieux cerner les besoins de formation de chacun des stagiaires.

En amont de leur scolarité, les stagiaires ont accès à des **parcours de formation en ligne dédiés à l'audience correctionnelle et au procès civil** qui leur permettent de préparer leur arrivée à l'ENM Bordeaux puis qui servent d'outils pédagogiques tout au long de leur formation.

L'**ensemble de la documentation de l'ENM** mise en ligne sur le site intranet est également mis à leur disposition.

En plus de ces outils dématérialisés, plusieurs méthodes et formats pédagogiques sont utilisés, à savoir :

- **Les conférences** : destinées à actualiser les connaissances juridiques ou à transmettre une expérience professionnelle particulière, ces séquences s'adressent à l'ensemble de la promotion.
- **Les enseignements en groupes restreints** : animées par des formateurs permanents de l'École ou par des magistrats de juridiction intervenant ponctuellement, ces séquences permettent de travailler l'ensemble des enseignements. Préparées, le plus souvent, par la lecture préalable d'un dossier documentaire ou d'un fascicule pédagogique, elles s'articulent autour de l'étude de cas concrets ou de dossiers réels. Cette approche pratique, ainsi que la taille restreinte du groupe, favorisent une interaction importante entre le formateur et les stagiaires.
- **Les simulations** : des exercices de simulation organisés dans le cadre des enseignements en matière civile (JAF) et pénale (présidence d'audience et réquisitions correctionnelles) permettent aux stagiaires de vérifier leur capacité à mettre en œuvre les techniques professionnelles apprises lors de mises en situation professionnelle proche du réel. Ces exercices sont réalisés à partir de dossiers réels et font l'objet d'une analyse critique et constructive supervisée par des magistrats expérimentés et un psychologue.
- **Les devoirs écrits** : Adaptés dans leur difficulté à la progression du stagiaire, ils lui permettent de mettre en œuvre les techniques professionnelles apprises sous la supervision d'un magistrat expérimenté.



Les stagiaires sont dotés par l'ENM d'un ordinateur portable, conforme aux standards de sécurité du ministère de la justice et qui peut donc être connecté à l'intranet des juridictions, permettant ainsi un accès aux applicatifs métiers.

Cet ordinateur devra être restitué à la fin de leur formation.

VI- LE STAGE PROBATOIRE

A. LE STATUT DU STAGIAIRE

Pendant leur stage, les stagiaires ont un statut identique à celui des auditeurs de justice. En effet, aux termes de l'article 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, le stage est organisé « selon les modalités prévues à l'article 19 » définissant l'activité des auditeurs en juridiction : ils participent donc à l'activité juridictionnelle sous la responsabilité des magistrats et sans pouvoir recevoir délégation de signature. Ils peuvent notamment :

- Assister les magistrats du ministère public dans l'exercice de l'action publique,
- Présenter oralement des réquisitions devant les juridictions civiles et correctionnelles,
- Siéger en surnombre et participer avec voix consultative aux délibérés des juridictions civiles et correctionnelles,
- Assister aux délibérés des cours d'assises.

Ils sont astreints au secret professionnel après avoir prêté le serment devant la cour d'appel de Bordeaux. La formule du serment est la suivante :

« Je jure de conserver le secret des actes du parquet, des juridictions d'instruction et de jugement dont j'aurai eu connaissance au cours de mon stage ».

A cet effet, l'École organise cette prestation de serment durant la période de scolarité à Bordeaux.

La prestation de serment se fait en robe d'audience dont les stagiaires auront veillé à se munir au préalable.

B. LES CHOIX DE LIEUX DE STAGES ET LEUR CONTENU

La liste des lieux de stages juridictionnels est dressée à partir des propositions faites par les correspondants de l'École dans les juridictions (coordonnateurs régionaux de formation et directeurs de centres de stage).

Les stagiaires issus des concours complémentaires sont affecté(e)s sur un lieu de stage en fonction des desideratas qu'ils ont fait connaître à la sous-direction des stages, sous réserve des places disponibles et de la capacité des magistrats en juridiction à les accompagner dans leur formation.

Le stage est limité :

- Aux fonctions civiles et pénales du siège du tribunal judiciaire, hors fonctions spécialisées,
- Aux fonctions du parquet

Le stage probatoire juridictionnel de 4 mois est séquencé de la manière suivante :

- Stage parquet : 7 semaines
- Stage siège pénal : 3 semaines
- Stage siège civil et JAF : 7 semaines

Le stage probatoire juridictionnel a pour objectif de :

- S'assurer que le/la candidat(e) fait preuve des compétences fondamentales requises d'un futur magistrat,
- Démontrer l'aptitude du candidat / de la candidate à exercer les fonctions judiciaires du parquet et du siège du tribunal judiciaire hors fonctions spécialisées, sans autre difficulté que celles liées à l'adaptation à la prise de fonctions nouvelles.

Les directeurs de centre de stage et les maîtres de stage sont sensibilisés au fait qu'il s'agit d'un processus de formation raccourci et en tiennent compte dans la démarche de l'évaluation.

C. LES EMPECHEMENTS A AFFECTATION

Le régime des empêchements à affectation a pour objectif :

- de permettre aux stagiaires d'effectuer leur stage dans les meilleures conditions pédagogiques possibles, sans que les fonctions exercées précédemment n'interfèrent dans les relations avec les maîtres de stage et leurs interlocuteurs ;
- d'assurer une évaluation impartiale.

En application des dispositions de l'article 85 du règlement intérieur de l'École nationale de la magistrature, la directrice ou son délégué se prononce sur les requêtes présentées par les stagiaires et tendant à lever les incompatibilités relatives figurant ci-après.

Le silence gardé sur les empêchements absolus ou relatifs entraîne *a minima*, à titre de sanction, l'annulation de la décision d'affectation.

En tout état de cause, il est rappelé qu'existent des règles déontologiques qui supposent de s'abstenir, au sens des articles 339 du code de procédure civile et L 111-5 à L 111-11 du Code de l'organisation judiciaire, lorsque le stagiaire a un intérêt personnel ou des liens notoires dans le cadre d'une affaire en cours dans sa juridiction d'affectation.

Ainsi, la liste des empêchements qui suit revêt un caractère non exhaustif. Les stagiaires sont, en conséquence, invités à saisir la directrice de toute situation non expressément prévue mais qui leur paraîtrait de nature à susciter des difficultés.

Les empêchements à affectation sont de deux ordres :

- **absolus** : aucune dérogation n'est possible ;
- **relatifs** : la levée de l'incompatibilité peut être décidée par la directrice de l'ENM sur demande motivée du stagiaire / de la stagiaire concerné(e).

En cas de doute, les stagiaires sont invités à saisir la sous-direction des stages de toute situation non expressément prévue mais qui leur paraîtrait de nature à susciter des difficultés.

LES EMPECHEMENTS ABSOLUS

1. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat à la cour d'appel ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de cette cour.
2. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat dans un tribunal judiciaire ne peut être affecté(e) dans le ressort de ce tribunal.
3. Le/La stagiaire ayant exercé, dans les 5 années précédant le début du stage, des fonctions juridictionnelles (magistrat à titre temporaire, assesseur au tribunal pour enfants, juge consulaire, conseiller prud'homal...) ou des fonctions de délégué du procureur de la République ne peut être affecté(e) dans la juridiction concernée.
4. Le/La stagiaire ayant exercé en qualité d'assistant de justice, d'assistant spécialisé, de juriste assistant, de chargé de mission ou de contractuel dans un tribunal judiciaire dans les 5 années précédant le début du stage ne peut y être affecté(e).
5. Le/La stagiaire ayant exercé en qualité d'avocat au barreau du tribunal judiciaire dans les 5 années précédant le début du stage, ne peut y être affecté(e).
6. Le/La stagiaire ayant bénéficié d'attestations pour son recrutement dans la magistrature ne peut être affecté(e) dans la juridiction où exerce le magistrat attestant.

7. Le/La stagiaire ayant sollicité le bénéfice d'attestations pour son recrutement dans la magistrature ne peut être affecté(e) dans la juridiction où exerce le magistrat saisi.
8. Le/La stagiaire exerçant un mandat de conseiller régional, de conseiller départemental, de conseiller municipal ou de conseiller d'arrondissement, de conseiller de Paris, de conseiller de la métropole de Lyon, de conseiller de l'Assemblée de Corse, de conseiller de l'Assemblée de Guyane ou de conseiller de l'Assemblée de Martinique ne peut être affecté(e) dans le ressort du tribunal judiciaire/de la cour d'appel concerné(e).

LES EMPECHEMENTS RELATIFS

Hors les cas d'empêchements absolus, une autorisation de la directrice de l'ENM est nécessaire, dans les situations d'empêchements relatifs suivantes :

1. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, a été magistrat à la cour d'appel dans les 5 années précédant le début du stage, ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de cette cour.
2. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, a été magistrat dans un tribunal judiciaire dans les 5 années précédant le stage, ne peut être affecté(e) dans le ressort de ce tribunal.
3. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, ou un membre de la famille proche est magistrat dans un tribunal judiciaire ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires relevant du ressort de la même cour d'appel.
4. Le/La stagiaire dont un membre de la famille proche, autre que le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, est magistrat dans un tribunal judiciaire ne peut être affecté(e) dans le ressort de ce tribunal.
5. Le/La stagiaire dont un membre de la famille proche est : fonctionnaire des services judiciaires ou du ministère de la Justice (administration pénitentiaire, SPIP, PJJ), agent de la fonction publique en relation habituelle avec l'autorité judiciaire (officier de police judiciaire, agent des douanes judiciaire, inspecteur du travail...), auxiliaire de justice (avocat, notaire, commissaire de justice), expert judiciaire, médecin légiste, délégué du procureur, titulaire de fonctions juridictionnelles au sein du ressort (magistrat à titre temporaire, juge consulaire, assesseur au TPE, conseiller prud'homal...) ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de la cour d'appel concernée.
6. Le/La stagiaire ayant exercé dans les 5 ans précédents le début du stage, en qualité de : fonctionnaire des services judiciaires, MTT, contractuel au sein du ministère de la Justice (assistant de justice, juriste assistant, chargé de mission, vacataire...), agent de la fonction publique en relation habituelle avec l'autorité judiciaire (officier de police judiciaire, agent des douanes judiciaire, inspecteur du travail...), auxiliaire de justice (avocat, notaire, commissaire de justice), expert judiciaire, médecin légiste, délégué du procureur, titulaire de fonctions juridictionnelles au sein du ressort (magistrat à titre temporaire, juge consulaire, assesseur au TPE, conseiller prud'homal...) ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de la cour d'appel dans le ressort de laquelle ces fonctions ont été exercées.
7. Le/La stagiaire ayant exercé dans les 5 ans précédents le début du stage en qualité d'avocat inscrit au barreau de Paris, de Nanterre, de Bobigny ou de Créteil, ne peut être affecté(e) dans l'un quelconque de ces tribunaux judiciaires sauf à avoir attesté n'y avoir jamais exercé effectivement une activité (plaidé ou même agi dans un dossier).

8. Le/La stagiaire ayant travaillé dans les 5 ans précédents le début du stage dans une maison de « Justice et du Droit », dans un centre départemental d'accès au droit ou toute structure associative partenaire de l'autorité judiciaire, ne peut être affecté(e) dans le ressort de la juridiction concernée.
9. Le/La stagiaire ayant effectué un stage, même à temps partiel, pendant plus de 2 mois à l'occasion des 3 dernières années avant le début du stage auprès d'un tribunal judiciaire, ne peut être affecté(e) au sein de cette juridiction.
10. Le/La stagiaire ayant préalablement travaillé dans la même juridiction qu'un coordonnateur régional de formation, ou ayant un lien quelconque avec ce dernier, ne peut être affecté(e) dans le ressort d'exercice de ce coordonnateur régional de formation.

Le stage complémentaire

Un stage complémentaire d'une durée de 8 semaines à 16 semaines centré sur les fonctions choisies interviendra avant une prise de fonction et après avis du conseil supérieur de la magistrature.

VII- LA VALIDATION DES COMPETENCES

Art 21-1 de l'ordonnance statutaire de 1958 : « Après un entretien avec le candidat, le jury se prononce sur son aptitude à exercer les fonctions judiciaires ».

L'entretien avec le jury se déroule à l'issue des 5 mois de formation à l'Ecole et en juridiction.

La composition du jury est définie par l'article 45 du décret du 4 mai 1972 :

- Un magistrat hors hiérarchie à la Cour de Cassation (président)
- Un directeur, chef de service ou sous-directeur au ministère de la justice ou un membre de l'inspection générale de la justice (vice-président)
- Un Membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de la Cour des comptes
- Trois magistrats de l'ordre judiciaire
- Deux professeurs des universités chargés d'un enseignement de droit
- Un avocat ou un avocat honoraire

Les modalités de l'audition :

Il n'y a pas de précision dans les textes sur la durée de l'entretien et les modalités pratiques de l'audition. Les années précédentes, le jury avait avisé les candidat(e)s que cet entretien de trente minutes se décomposerait en deux parties. Les dix premières minutes avaient été consacrées à une présentation spontanée du/de la candidat(e) : parcours, motivations et stage juridictionnel. Les vingt minutes suivantes consistaient en des mises en situation et des questions relatives à la vie judiciaire, à l'activité juridictionnelle ainsi qu'aux enjeux auxquels est confrontée l'institution judiciaire sans omettre les grands principes du droit.

Le jury dispose du dossier du candidat lequel comprend :

- L'avis motivé de la directrice de l'Ecole
- Le rapport du CRF
- Le rapport du DCS
- Les évaluations des maîtres de stage

L'ensemble de ces documents d'évaluation font préalablement l'objet d'une notification au/à la stagiaire qui dispose d'un délai s'il/ si elle souhaite faire des observations écrites.

VIII-LA DECISION DU JURY

Il se prononce sur l'aptitude de chaque stagiaire à exercer, à la sortie de l'École, les fonctions judiciaires, après avis motivé de la directrice de l'École et au vu des rapports du directeur de centre de stage et du coordonnateur régional de formation.

Le jury peut prononcer :

- Une déclaration d'aptitude générale
- Une déclaration d'aptitude assortie d'une recommandation fonctionnelle
- Une déclaration d'inaptitude
- **Aucun redoublement n'est possible**

Depuis la modification du décret n° 2001-1099 du 22 novembre 2001 par le décret n°2018-495 du 19 juin 2018, le jury peut prolonger la période de stage complémentaire de 2 à 4 mois.

La décision de déclarer un(e) candidat(e) inapte à exercer les fonctions judiciaires est portée à la connaissance de l'intéressé(e), au cours d'un entretien individuel avec le président ou un membre du jury désigné par lui.

A l'occasion de la publication des résultats, une prise en charge personnalisée est organisée par l'ENM pour les stagiaires déclarés inaptes avec notamment, la présence dans les locaux d'une psychologue.

IX- LE CHOIX DES POSTES A L'ISSUE DE LA FORMATION

Les stagiaires classé(e)s par le jury choisissent leur poste dans une liste élaborée par le ministère de la justice.

La répartition s'opère suivant l'ordre du classement au concours d'entrée.

X- LE SERMENT DU MAGISTRAT

Au terme de leur formation, les stagiaires prêtent le serment du magistrat devant la cour d'appel d'affectation à l'occasion d'une audience solennelle :

« Je jure de remplir mes fonctions avec indépendance, impartialité et humanité, de me comporter en tout comme un magistrat digne, intègre et loyal et de respecter le secret professionnel et celui des délibérations »